



PERSPECTIVES POUR LA JEUNESSE EUROPÉENNE EN 2026

ATTÉNUER LES RISQUES ET SAISIR LES OPPORTUNITÉS

L'égalité des chances pour les jeunes en Europe ? Les effets de la crise économique montrent combien cet objectif est loin d'être atteint dans un avenir proche. Le taux de chômage des jeunes va de 7 % à près de 50 % selon les États membres de l'Union. Tandis que certains pays manquent de travailleurs qualifiés, d'autres s'efforcent d'aider une « génération perdue » qui n'est pas en mesure de mener une existence indépendante et pérenne. Que faut-il mettre en place d'ici 2026 pour créer des conditions plus égalitaires entre les jeunes à travers l'Europe?

Cette question est d'autant plus urgente que notre compréhension du travail nécessite des changements profonds. D'un côté, le travail prend une forme plus numérique, plus fluide et plus flexible, alors que d'un autre côté les attentes qu'il suscite évoluent en ce qui concerne l'équilibre vie professionnelle-vie privée et l'épanouissement personnel. De nouveaux secteurs d'activité requièrent de nouvelles compétences, tandis que l'évolution du système de valeurs demande une refonte de notre idée du travail. Une réflexion sur les perspectives pour la jeunesse en 2026 implique par conséquent de penser à tous les aspects de la société contemporaine, par exemple l'éducation, la recherche et l'innovation, la question migratoire et la numérisation. En façonnant tous ces domaines, les politiques façonnent aussi les vies que connaîtront les jeunes au cours des dix années à venir.

À PROPOS DU DIALOGUE D'AVENIR FRANCO-ALLEMAND

Créé en 2007, le Dialogue d'avenir franco-allemand réunit de jeunes leaders provenant des deux pays pour discuter des questions d'actualités en matière de politique européenne et créer un réseau durable. Afin d'ouvrir le dialogue franco-allemand sur les questions européennes, un troisième État membre de l'UE est invité chaque année depuis 2014.

Notre pays partenaire en 2016 était l'Espagne et les réflexions se sont axées autour du chômage des jeunes. Les participants ont pris part à une série de séminaires prospectifs à Dijon (avril), à Lübeck (juin) et à Alcalá de Henares (octobre). À cette occasion, ils ont suivi la méthodologie de « backcasting » (analyse rétrospective) qui consiste à démarrer la réflexion sur des résultats possibles, puis à développer les recommandations politiques nécessaires pour les atteindre en suivant les scénarios les plus souhaitables.

Le programme est organisé par le Comité d'études des relations franco-allemandes (CERFA) de l'Institut français des relations internationales (IFRI), et l'Institut allemand de politique étrangère (DGAP) en coopération avec et grâce au soutien généreux de la Fondation Robert Bosch.

www.zukunftsdialog.eu

Julie Hamann
hamann@dgap.org

Katja Borck
borck.cerfa@ifri.org

SCÉNARIO POSITIF I : L'EUROPE EN 2026 : UN CONTINENT DE CHANCES

L'Union européenne en 2026 présente au monde un visage radieux caractérisé par une meilleure situation en matière de durabilité, de connectivité et de progrès sociaux. De nombreux phénomènes encore inquiétants en 2016 – stagnation économique, poussée des partis populistes et prépondérances des solutions nationales isolées – se sont désormais bien atténués. Les contrastes régionaux en termes de chances des jeunes se sont remarquablement atténués sur le plan économique à travers le continent.

Comment ce résultat a-t-il été possible ? En premier lieu, l'Europe a réussi à tirer parti du boom d'un modèle économique plus axé sur le numérique et plus tributaire de la connaissance, mais aussi plus durable sur le plan environnemental. La jeunesse du continent s'est dotée à temps des compétences indispensables au « monde 4.0 » grâce à une formation adaptée mise en place dès les classes préscolaires. Par ailleurs, de nombreuses barrières structurelles à la participation économique ont été éliminées. Il en résulte une amélioration des schémas vie professionnelle-vie privée, des normes en matière d'égalité des sexes et du développement économique en zone rurale. Enfin, le potentiel économique des différentes régions est désormais à niveau égal depuis que les infrastructures autrefois vieillissantes ont reçu les rénovations nécessaires pour améliorer les connexions régionales à travers le continent.

Le résultat très positif de ce scénario est étroitement lié à la réussite de la mise en œuvre de réformes et à leurs premiers effets dans trois domaines clés : l'investissement et l'innovation, l'éducation, et la politique sociale. Compte tenu du laps de temps entre la mise en œuvre des réformes et la récolte de leurs fruits, il est essentiel que les premières étapes surviennent dès les prochaines élections européennes, soit sur la période 2019. Condition préalable importante, il faut que les signes de désintégration européenne omniprésents en 2015-16 aient disparu. L'attention du public, le bénéfice politique et les ressources financières concernant la gestion de crises et les questions sécuritaires doivent être réorientés vers le développement économique, la politique sociale et l'éducation.

SCÉNARIO POSITIF II : LE PHOENIX RENAIT DE SES CENDRES

En 2026, le climat économique au sein de l'UE est l'un des plus favorables au monde : le « phEUnix[®] en@ît de ses cendres. » Les investissements étrangers et nationaux stimulent l'innovation et les nouvelles technologies. L'économie a pris un chemin durable caractérisé par de faibles émissions de carbone. Le secteur de l'énergie verte bondit dans les pays du sud de l'Europe, créant de nombreux emplois et de la croissance économique dans des pays autrefois durement frappés par la crise – Espagne, Portugal, Italie et Grèce. Les jeunes européens forment une main-d'œuvre qualifiée parfaitement adaptée à la diversité du marché de l'emploi axé sur le secteur numérique. Le taux de chômage des jeunes a donc chuté de façon significative dans tous les pays de l'UE. Le degré de satisfaction générale et la productivité ont augmenté depuis que le pouvoir de négociation entre employeurs et salariés est mieux équilibré. Les conditions de travail se sont améliorées et ont gagné en flexibilité. Grâce à la coopération au niveau de l'UE sur les questions migratoires et à des politiques nationales pragmatiques, l'intégration des migrants dans le marché du travail est un succès. Ces derniers peuvent aspirer au statut de résident permanent à condition d'être bien intégrés. Comment cette situation favorable a-t-elle été atteinte ? Après les élections de 2016 et 2017 aux Pays-Bas, en France, en Allemagne et en République tchèque, de nouveaux gouvernements modérés ont été en mesure de surmonter les divisions na-

tionales et de mettre en œuvre des politiques clairvoyantes. Après le choc du Brexit, les États restants de l'UE à 27 réalisent qu'il est de l'intérêt de tous de coopérer sur les politiques migratoire, sécuritaire et économique. Les chefs d'État au sein de l'UE décident, lors d'une « mémorable » seconde conférence de Messine, de sortir l'UE de l'impasse politique grâce à une démarche politique commune. Un nouveau « noyau dur de l'Europe » se forme, dans lequel les pays du sud et de l'est de l'Europe rejoignent l'Allemagne et la France pour jouer un rôle essentiel dans les choix politiques de l'UE. L'UE augmente les investissements dans les infrastructures numériques, physiques et énergétiques. Elle lance également un programme appelé « L'Europe de la connaissance » pour investir massivement dans l'éducation, la formation professionnelle, les langues, la recherche et le développement, et enfin les énergies renouvelables et les technologies vertes. Un paquet de directives européennes est adopté pour régler les conditions de travail, l'égalité des salaires et les congés parentaux, notamment sous la forme d'incitations financières pour les femmes travaillant dans les domaines scientifiques (mathématiques, informatique, sciences naturelles et technologie).

Sous ces conditions, une nouvelle génération de natifs du numérique prend progressivement le contrôle des positions clés dans les sphères politiques et économiques, remplaçant peu à peu les *baby-boomers* tout en lançant une révolution numérique dans le secteur privé.

OPTIONS POLITIQUES STRATÉGIQUES : SAISIR LES OPPORTUNITÉS POUR FAVORISER LA RÉALISATION DES SCÉNARIOS LES PLUS OPTIMISTES

Dans le cas de la **crise de l'immigration**, donner accès à un nouveau fonds européen afin de rassembler les dettes nationales sous condition d'acceptation de quotas de réfugiés et de mise en œuvre d'un programme de secours en Méditerranée ; passer des accords commerciaux sous condition de nouveaux partenariats en matière de migration.

Pour favoriser l'**innovation**, donner la priorité aux incitations financières et aux fonds européens qui tendent en ce sens dans des secteurs traditionnels et nouveaux (c.-à-d. le secteur automobile, la « Silicon Valley » de l'UE) et dans celui de l'investissement dans les infrastructures de connectivité (internet à haut débit). Utiliser l'éducation scientifique dès les classes préscolaires pour stimuler les aptitudes des enfants en matière d'innovation ; doter les jeunes de compétences dans le domaine du numérique en adé-

quation avec les besoins actuels et à venir du marché du travail.

Pour réduire la dépendance énergétique, faire de l'**économie verte** un objectif stratégique à atteindre pour l'Union de l'énergie en mettant en avant les énergies renouvelables produites dans l'UE. Encourager la transition vers l'économie verte grâce à des fonds européens.

Pour répondre à l'importance de l'**équilibre vie professionnelle-vie privée** sur les marchés du travail à venir, fixer à 15 heures par semaine la durée maximale de présence au bureau d'un employé. Encourager les entreprises à créer des emplois à temps partiel pour viser des groupes spécifiques (sénior, jeunes parents, étudiants) et fixer une gratification minimale au niveau de l'UE pour les stagiaires.

Première étape importante pour parvenir à l'objectif stratégique d'**égalité des sexes** sur les marchés du travail, rendre les salaires transparents au niveau de l'UE. Pour encourager les pères à prendre un congé parental, augmenter de 25 % les indemnités de congé parental si les deux membres du couple partagent le congé de manière égale.

Pour investir dans la **connaissance de l'UE** des futures générations, intégrer des cours dédiés dans les programmes scolaires. De plus, augmenter les allocations budgétaires du programme d'échange Erasmus pour autoriser son utilisation avant les études supérieures.

SCÉNARIO NÉGATIF I : L'IMPASSE EUROPÉENNE

En 2026, la situation de l'UE est bien sombre. L'idée d'une « union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe » a été abandonnée. La baisse de l'intérêt du public a non seulement mis l'UE à l'arrêt, mais elle a aussi mis en route son démantèlement progressif. Après le vote du Brexit en 2016, le fossé séparant les élites de la population s'est agrandi dans les États membres. Les partis eurosceptiques ne se contentent pas de profiter de la situation en France et en Allemagne. L'ensemble de l'Union est concerné. La réalisation d'un score élevé de ces partis aux élections européennes paralyse l'UE, tandis que toute une série de compétences est renationalisée dans les domaines de l'Union douanière, ainsi que dans ceux des politiques agricole et commerciale communes. Le protectionnisme et les slogans du type « les ressortissants nationaux d'abord » sont désormais les maîtres mots. En 2018, l'espace Schengen est supprimé à la suite de l'incapacité des leaders de l'UE à trouver une solution commune pour répondre aux nouveaux défis imposés par le contexte international. Une autre vague de migrants arrive de pays déchirés par la guerre, tandis qu'une nouvelle crise économique frappe l'Europe. Après quatre ans, on assiste à la fin du processus de Bologne pour un « Espace européen de l'enseignement supérieur ». Des entreprises et des investisseurs fuient l'UE vers des environnements plus favorables, si bien que les États membres voient fondre leurs ressources budgétaires, puis se retrouvent contraints de réduire drastiquement leurs dépenses et de se fixer des priorités budgétaires. Le financement public alloué à l'éducation et aux nouvelles technologies est réduit. Les gouvernements populistes protègent les citoyens les plus âgés en mettant la priorité sur le relèvement des retraites. La jeunesse européenne, plus vulnérable, affronte un fort chômage et la pauvreté. La privatisation des universités renforce l'inégalité de l'accès à l'éducation à la fois aux niveaux national et européen. La jeunesse souffre également d'un manque croissant de mobilité sur le plan social et de l'emploi. Les sociétés européennes assistent à un basculement de paradigme qui renforce une fracture à la fois générationnelle et géographique. Entre les générations, le conflit prend le pas sur la solidarité. De la même façon, l'écart se creuse entre, d'un côté, les pays du nord et de l'ouest de l'Europe et d'un autre côté, les pays du sud et de l'est. En 2026, l'idée de l'UE n'est guère plus qu'un souvenir.

SCÉNARIO NÉGATIF II : L'UE BRIDÉE, SUR LES RAILS DE LA CRISE

Dans ce scénario le plus noir, l'UE connaît une désintégration progressive entre 2018 et 2026. Trois périodes sont à distinguer. De 2018 à 2020, le projet européen est mis sous pression ; des répliques séparatistes font suite au séisme du Brexit et le programme d'assistance aux réfugiés est mis en œuvre sans ambition. Dans un second temps, de 2021 à 2022, les problèmes se sont aggravés dans un contexte de crise financière, de conflits religieux et de poussées néonationalistes. Les coupes budgétaires commencent à affecter les politiques d'éducation, tandis que les hotspots récemment installés pour l'enregistrement des réfugiés sont déconnectés de la société civile et que les tensions sociales s'intensifient à travers l'UE. Lors de la dernière période, de 2022 à 2026, l'Europe atteint le point de non-retour et se trouve en situation d'échec. Les sociétés sont plus divisées que jamais (c.-à-d. les Européens contre les non-Européens, les citoyens formés contre ceux sans formation) et les fractures sont amplifiées par la crise financière et les coupes dans le secteur éducatif (qui entraînent, entre autres, la fin du programme Erasmus autrefois encensé). Les professeurs de toute l'UE se mettent en grève et les économies nationales manquent de main-d'œuvre qualifiée. Compte tenu des conflits et de la pauvreté observables dans le voisinage européen, l'afflux de réfugiés reste important. En 2026, la situation dans l'UE est tellement sombre que les chances d'amélioration sont faibles. L'UE se trouve engluée dans une profonde crise institutionnelle. Seuls 17 membres sont encore présents. La liberté de mouvement prend fin avec la suppression de l'espace Schengen. La politique migratoire de l'UE est aussi un échec. Enfin, le manque d'investissement dans l'éducation entraîne une mesure fondamentale, à savoir la privatisation du secteur, et crée une situation d'inégalité quasiment insurmontable entre les Européens et les migrants non européens. Une « génération perdue » est confrontée à un fort chômage.

OPTIONS POLITIQUES STRATÉGIQUES : RÉDUIRE LES RISQUES POUR ÉVITER LES SCÉNARIOS LES PLUS PESSIMISTES

Une éducation et une formation adéquates constituent deux conditions préalables essentielles pour bien préparer les jeunes au marché du travail. Un **système d'encouragement à l'éducation** doit être mis en place dans tous les États membres. Premièrement, le pourcentage des dépenses nationales dans l'éducation doit être exclu du calcul du déficit national afin d'éviter la « fuite des cerveaux » et de soutenir les États qui au contraire investissent en la matière. Deuxièmement, le programme d'échange existant doit être élargi en termes de bénéficiaires (professeurs, directeurs et stagiaires), mais aussi de contenu et d'impact.

Une démarche globale sur la question migratoire doit être mise au point pour refléter le fait que la stabilité du voisinage de l'UE se détériore et que les flux migratoires augmentent. Au regard des conflits dans l'est du bassin méditerranéen et au Moyen-Orient, la coopération avec les pays tels que la Turquie, l'Égypte et l'Iran doit être maintenue tout en veillant au respect des obligations européennes et internationales concernant les droits de l'homme. Concernant l'admission de réfugiés sur le territoire de l'UE, des « fonds de solidarités » doivent être créés pour répartir les dépenses sociales et économiques. Enfin, des stratégies d'urbanisme propices à l'intégration doivent être mises en œuvre pour encourager la cohésion sociale et économique.

L'UE doit **provoquer l'innovation**. La modernisation du modèle économique est la clé de la future UE, alors que l'Asie et les États-Unis montent en puissance dans les nouvelles technologies. L'UE doit rédiger une « Loi de l'entrepreneuriat » pour lever les barrières et les obstacles administratifs pour les entrepreneurs, les start-ups et les PME.

L'UE doit **stimuler l'innovation**, et non simplement la faciliter. Une façon de le faire est d'orienter les fonds européens vers l'innovation et d'encourager l'investissement privé dans cette direction. Les nouvelles industries doivent être une priorité. L'UE doit renforcer et concevoir des plans stratégiques pour la robotique, les villes intelligentes et l'énergie verte.

Pour créer des **conditions de travail durables** et un marché de l'emploi à la fois plus compétitif et moins exclusif, trois éléments sont nécessaires : la sécurité de l'emploi ; l'équilibre vie professionnelle-vie privée ; et une transition réussie de l'école vers le marché du travail. Les salariés ont besoin de la sécurité de l'emploi pour être investis et développer leurs compétences. La flexibilité des conditions de travail, ainsi que l'égalité des salaires

et des congés parentaux sont nécessaires pour concilier vie professionnelle et vie familiale. Une politique de formation professionnelle adaptée dans tous les États membres est importante pour faciliter l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle.

Il n'y a aucun doute sur le fait que le projet européen est en crise. Les leaders européens n'ont pas été en mesure de répondre aux principales demandes des citoyens. **Refondre l'Union européenne** requiert la création d'un « mécanisme de solidarité d'urgence » pour les situations de crise de toutes sortes (migration, catastrophes naturelles, terrorisme, etc.). L'idée est de donner les moyens aux autorités locales de fournir des ressources aux personnes voulant apporter leurs idées pour aider. Cela nécessite une profonde réflexion sur l'avenir du projet européen. Il faudrait que tous les États membres réfléchissent attentivement à la question des institutions européennes et décident si la poursuite de l'intégration est possible et sur quels aspects. Une fois le projet commun clairement identifié, les citoyens seraient également impliqués grâce à des programmes d'éducation civique communs à toute l'UE.

OPTIONS POLITIQUES : NOS RECOMMANDATIONS

Étendre Erasmus++ à l'aide d'incitations fiscales : Allouer plus de fonds aux programmes de type Erasmus pour encourager les échanges transfrontaliers de professionnels, notamment ceux sans bagage académique. Inclure des cours obligatoires sur l'UE pour développer les valeurs civiques communes et donner un nouvel élan au projet européen

Ne pas inclure le pourcentage de PIB investi dans la R&D et l'éducation dans le calcul du déficit public : L'éducation nourrit la démocratie et développe une intelligence essentielle au relèvement des défis du XXI^e siècle. Il faudrait que l'éducation soit portée par un environnement innovant capable d'approfondir la compréhension de problèmes complexes afin de trouver des solutions appropriées, à la hauteur de cette complexité.

Mettre en place des groupes de recherche en R&D réunissant institutions scientifiques et sociétés privées : La Commission européenne a besoin d'une stratégie pour stimuler la création de groupes de recherche associant institutions scientifiques et sociétés privées en mettant l'accent sur le numérique. Donner la priorité à des régions qui ne sont pas actuellement des plateformes de l'innovation. Le projet pourrait s'appuyer sur les programmes de R&D existants tels que « Horizon 2020 ».

Favoriser l'émergence de « Silicon Valleys » vertes : La Commission européenne devrait accorder des paquets de mesures d'incitation, par exemple sous la forme d'exonérations fiscales et de protections de l'investissement, aux porteurs de projets durables dans les domaines de l'environnement et du social, tels que les énergies renouvelables, la protection de l'environnement, la cohésion sociale et la création de communauté.

Promouvoir la transparence et l'égalité salariale : Il faudrait une directive européenne qui impose aux employeurs de publier un salaire moyen pour diverses catégories de travail pour les femmes et pour les hommes. Cette mesure inciterait à mettre en place l'égalité salariale et à mieux utiliser les compétences des femmes, tout en contribuant à la croissance.

Rendre obligatoire l'égalité de la durée des congés parentaux : Les deux parents devraient pouvoir décider, jusqu'à un maximum légal donné, de la durée des congés parentaux payés ou sans solde qu'ils souhaitent prendre. Il serait ensuite obligatoire de partager ce congé de façon égale entre les deux parents afin d'obtenir plus d'égalité en termes de développement et d'interruption de carrière.

Créer un fonds européen pour encourager l'admission des réfugiés et une stratégie d'investissement dans le voisinage de l'UE : Chaque État membre devrait choisir où et comment investir jusqu'à un montant donné dans des domaines tels que le développement et l'aide humanitaire ou la gestion des frontières. Un mécanisme innovant pourrait être introduit en réunissant dans un fonds un certain pourcentage de la dette nationale de chaque État membre pour redistribuer l'argent à ceux qui accueillent des réfugiés. Cette mesure s'accompagnerait d'un plan d'investissement global pour les pays du Moyen-Orient et du Maghreb liant l'investissement à des accords de réadmission de migrants.

Inciter les entreprises à partager les postes (2 salariés pour 1) : Il faudrait que l'UE crée des mesures incitant les entreprises à partager les emplois existants pour permettre à tout jeune citoyen européen de prendre un emploi correspondant à ses qualifications et à fournir plus de chances aux citoyens européens sans emploi et aux migrants. Cette incitation à diviser un temps plein en deux temps partiels pourrait être réalisée à l'aide de régimes fiscaux préférentiels ou de subventions pour les employeurs.

Associer le principe de subsidiarité à une plus grande intégration : Le principe de subsidiarité a besoin d'être mis en pratique et devrait servir de base aux parlements nationaux, régionaux et locaux, mais aussi aux acteurs non gouvernementaux afin de résoudre des problèmes les concernant directement de la façon la plus efficace à leur sens. Il permettrait de renforcer également la légitimité démocratique de décisions concernant les citoyens de l'UE si la situation l'exige.



Les auteurs:

Jan Bahr-Vollrath	Anaïs Boelicke	Clémentine Chaigneau
Rosa Cornejo Rodríguez	Monika Chhor	Méria Diabira
Henri Dupuis	Antoni Fournier	Claire Gloaguen
Simon Haefner	Natalie Hallensleben	Jean-Michel Hauteville
Ramona Koppe	Claire-Marie Kostmann	Salvador Llaudes
Carlota Marti Núbò	Carlos Mascarell Vilar	Cristina Mont Castro
Georg Neubauer	Philipp Nießen	Joan Carles Pamies
Marta Paradés Martín	Marta Pont Guixa	Henri Pouban
Silke-Maria Preßentin	Clément Rausch	Martin Schiller
Isabel Skierka	Javier Adel Tahiri Sánchez	Carlos Victoria Lanzón

Ce rapport a été rédigé par Julie Hamann, chargée de mission du programme France / relations franco-allemandes de l'Institut allemand de politique étrangère (DGAP), et Katja Borck, chargée de projets au Comité d'études des relations franco-allemandes de l'Ifri, avec l'assistance de Miranda Robbins. Traduit par Thomas Vitasse, décembre 2016.